

<https://www.francetransactions.com/actus/immobilier/marche-immo/les-banlieues-doivent-redevenir-une-priorite-martele-le-mouvement-hlm.html>



# Les banlieues doivent redevenir une priorité, martèle le Mouvement HLM

- ð Actualités - à Actualités Immobilier - â Actualités de l'immobilier -



Date de mise en ligne : jeudi 16 février 2017

---

Copyright © Guide épargne et placements pour 2021 - Tous droits réservés

---

## Les banlieues doivent redevenir une priorité, martèle le Mouvement HLM

Les bailleurs sociaux, qui avaient récemment regretté l'absence des quartiers populaires dans le thème de la présidentielle, voient un "signal positif" dans la visite jeudi du président de la République dans le quartier de Maurepas-Gayeulles à Rennes, où a eu lieu une présentation du projet de rénovation urbaine et une rencontre des membres du conseil de quartier".

Mais "plus largement, se pose la question de l'égalité d'accès aux services publics par des populations touchées par le chômage : santé, transports, école de la ville", ont-ils indiqué jeudi, dans un communiqué.

"En cohérence avec la volonté politique affichée", le président de l'Union sociale pour l'habitat Jean-Louis Dumont a appelé l'État à "faire de la rénovation urbaine une priorité de sa politique budgétaire".

Le 17 janvier, l'USH (732 bailleurs sociaux) avait publié un "manifeste en faveur des quartiers" populaires, "grands oubliés" de la campagne électorale. Le sujet est toutefois revenu dans l'actualité avec tensions nées de l'"affaire Théo", du nom d'un jeune homme noir victime d'un viol présumé lors de son interpellation à Aulnay-sous-Bois (Seine-St-Denis) début février.

Les 1.500 quartiers prioritaires de la politique de la ville, où vivent 5,4 millions d'habitants, soit 8% de la population française, concentrent les difficultés : habitat dégradé, taux de chômage et délinquance élevés, difficultés d'accès aux services publics et aux transports.

Après avoir bénéficié de 47 milliards d'euros d'investissements sur la période 2004-2013, le deuxième Programme national de rénovation urbaine (NPNRU) ne sera doté que de 20 milliards pour 2014-2024, ce que les bailleurs sociaux jugent notoirement insuffisant, eu égard aux besoins.

Seul un renforcement des services publics fera revenir les classes moyennes dans ces quartiers, une mixité sociale que le projet de loi Egalité et territoires vise à établir par l'"obligation assez vaine" de relever certains loyers HLM, ont rappelé les bailleurs sociaux.

Voir les quartiers populaires comme une solution et non plus comme un problème, renouer avec des politiques publiques ambitieuses en faveur de leurs habitants, doit être un enjeu majeur de l'élection présidentielle, ont-ils ajouté.

*Post-scriptum : immobilier*